



**PRÉFET  
D'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture/Direction de la Citoyenneté  
Bureau des Procédures Environnementales**

## **INSTALLATIONS CLASSÉES POUR L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral complémentaire n°24-2025-BPE  
relatif à la mise en place de servitudes d'utilité publique  
pour garantir la surveillance des eaux souterraines  
de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux  
SUEZ RV ILE DE FRANCE - Bailleau-Armenonville  
ICPE n°0010000445**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V et les articles R. 515-24 à R. 515-31-7 ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43, L. 152-7 et L. 153-60 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir à compter du 21 août 2023 ;

**Vu** le décret n°2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'ordonnance n°2024-562 du 19 juin 2024 modifiant et codifiant le droit de la publicité foncière ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et référence de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 avril 1976 autorisant Monsieur LEPICARD, auquel ont succédé la Société SORECA (lettre du 19 avril 1977), la société JETT DECHETS, la société STAN (lettre du 28 janvier 1987), puis la société STANEXEL (lettre du 1<sup>er</sup> août 1988), à exploiter aux lieux-dits « La Garenne » et « La Sablonnière » à Bailleau-Armenonville une décharge contrôlée compactée de déchets industriels et remblais divers ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 octobre 1978 au bénéfice de la société SORECA autorisant exceptionnellement l'apport d'ordures ménagères sur le site ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 09 juillet 1991 demandant de fournir à l'inspection des installations classées des résultats d'analyses suite à l'apport de boues faiblement radioactives en provenance du CEA de Saclay ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2000 transférant l'autorisation accordée à la société STANEXEL à la société SITA ILE DE FRANCE et modifiant les prescriptions relatives au contrôle et à la surveillance de la qualité des eaux de la nappe et imposant une période de suivi post-exploitation d'une durée de cinq ans ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2006 imposant à la société SITA ILE DE FRANCE des mesures complémentaires de surveillance de la nappe pour l'ancienne installation de stockage de déchets ménagers et assimilés de Bailleau-Armenonville ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2014 imposant à la société SITA ILE DE FRANCE des mesures de surveillance de la nappe et des études complémentaires pour l'ancienne installation de stockage de déchets ménagers et assimilés implantée sur le territoire de la commune de Bailleau-Armenonville ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 décembre 2019 portant sur le suivi post-exploitation d'une installation de stockage de déchets non-dangereux sur le territoire de la commune de Bailleau-Armenonville ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2022 portant sur le renforcement de la surveillance de la qualité des eaux souterraines ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;
- Vu** l'avis d'un hydrogéologue agréé du 20 décembre 2021 relatif à l'étude de vulnérabilité des milieux, de la fiabilité du réseau piézométrique de l'installation de stockage de déchets inertes située sur la commune de Bailleau-Armenonville et de la sécurisation de la production d'eau potable de la nappe de la craie ;
- Vu** le rapport d'activité 2022 concernant le suivi post-exploitation annuel de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bailleau-Armenonville ;
- Vu** le dossier de demande de servitude d'utilité publique daté de mai 2024, référencé N°24NNP007, déposé le 31 mai 2024 par SUEZ RV ILE DE FRANCE ;
- Vu** la présence du captage d'alimentation en eau potable « Le Buttra » situé sur la commune de Yermenonville (28) ;
- Vu** la saisine du Président du Tribunal administratif d'Orléans, en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ;
- Vu** le courrier adressé au maire de Bailleau-Armenonville, lui transmettant le projet d'arrêté complémentaire relatif à la mise en place de servitudes d'utilité publique pour garantir la surveillance des eaux souterraines de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux - SUEZ RV ILE DE FRANCE à Bailleau-Armenonville de manière à ce que son conseil municipal puisse émettre un avis ;
- Vu** la communication faite par courrier, avant l'enquête publique, à l'exploitant et aux propriétaires, du projet d'arrêté complémentaire relatif à la mise en place de servitudes d'utilité publique pour garantir la surveillance des eaux souterraines de l'ancienne

installation de stockage de déchets non dangereux - SUEZ RV ILE DE FRANCE à Bailleau-Armenonville ;

**Vu** l'arrêté du 30 octobre 2024 portant ouverture d'une enquête publique, du 25 novembre 2024 au 27 novembre 2024 concernant la demande d'institution de servitudes d'utilité publique au titre du code de l'environnement présentée par la société SUEZ RV ILE DE FRANCE ;

**Vu** le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêteuse, sur le projet d'institution de servitudes d'utilité publique applicable au projet d'implantation d'un nouveau réseau piézométrique du 24 janvier 2025 ;

**Vu** l'avis favorable de l'agence régionale de santé du Centre Val-de-Loire émis le 7 août 2024 ;

**Vu** l'absence d'avis de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt du Centre-Val de Loire suite à la saisine du 02 août 2024 ;

**Vu** l'absence d'avis de la direction départementale des territoires d'Eure-et-Loir suite à la saisine du 02 août 2024 ;

**Vu** l'avis favorable du conseil municipal de Bailleau-Armenonville du 21 octobre 2025 ;

**Vu** l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées du 17 septembre 2024 et du 25 avril 2025 ;

**Vu** les observations du pétitionnaire sur ce projet d'arrêté par courriel du 3 juin 2025 ;

**Considérant** que les activités ayant été exercées par les différents exploitants de l'installation de stockage de déchets non dangereux sont à l'origine des pollutions des eaux souterraines constatées sur le site ;

**Considérant** la détection de trichloroéthylène et de tétrachloroéthylène dans les eaux souterraines au niveau du captage d'alimentation en eau potable « Le Buttra » situé à 860 mètres en aval hydraulique au nord du site ;

**Considérant** que sur l'emprise de l'ancienne installation de stockage de déchets non dangereux des concentrations significatives en trichloroéthylène et en tétrachloroéthylène sont observées (19,5 à 22,1µg/L) lors des analyses réalisées entre le 01 avril 2022 et le 14 avril 2023 ;

**Considérant** que ces résultats sont supérieurs aux limites de qualité des eaux destinées à la consommation humaine (10µg/l pour la somme des concentrations du tétrachloroéthylène et du trichloroéthylène) ;

**Considérant** que l'avis de l'hydrogéologue agréé confirme que le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site est insuffisant et inadapté à la configuration hydrogéologique particulière du site et propose la création d'un nouveau réseau piézométrique par l'implantation a minima de 4 piézomètres supplémentaires ;

**Considérant** que les conditions de surveillance actuelles de l'impact du site sur la qualité des eaux souterraines nécessitent d'être renforcée compte tenu notamment de la présence du captage d'alimentation en eau potable « Le Buttra » à Yermenonville ;



**Considérant** que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 17 août 2022 impose un réseau de surveillance constitué à minima des 4 ouvrages suivants :

- un piézomètre PZ1 bis en amont hydraulique des sites ;
- un piézomètre PZ3 en amont hydraulique des sites ;
- un piézomètre PZ4 en aval hydraulique des sites ;
- un piézomètre PZ5 en aval hydraulique des sites ;

**Considérant** le projet de SUEZ RV ILE DE FRANCE pour l'implantation de 4 piézomètres, hors emprise du site, sur les parcelles suivantes de la commune de Bailleau-Armenonville : ZB25, ZB86, ZA41 et ZA49 ;

**Considérant** la nécessité de garantir la surveillance des eaux souterraines ainsi que l'homogénéité du respect du dispositif de surveillance des eaux souterraines sur les espaces parcellaires définis sur la totalité de la période de suivi post-exploitation ;

**Sur proposition** de la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

## ARRÊTE

### Article 1. Institution des servitudes

Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur les parcelles suivantes de la commune de Bailleau-Armenonville, identifiées au cadastre conformément au tableau récapitulatif ci-dessous :

Commune « Lieu-dit »	Parcelle		X (Lambert 93)	Y (Lambert 93)
	Section	N°		
Bailleau- Armenonville « La Garenne »	ZB	25	599 677	6 826 288
	ZB	86	599 845	6 826 528
	ZA	41	599 449	6 827 080
	ZA	49	599 648	6827111

Le type de servitudes est défini à l'article 2 du présent arrêté.

Les parcelles ci-dessus mentionnées, ainsi que les limites des différentes servitudes, figurent sur les plans joints en annexe au présent arrêté.

### Article 2. Servitudes à l'usage du terrain

Les contraintes d'urbanisme définies sur les parcelles ci-dessus répertoriées, hors voie publique, sont les suivantes :

#### Servitude n°1 : Usage du site

Objet de la servitude	Nature de la servitude	Emprise de la servitude
Usage	Interdiction d'exploiter et de modifier l'état du sol et du sous-sol sur l'ensemble des terrains de l'emprise dédié au réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, à l'exception :  - Des travaux pour les cultures agricoles des	Totalité des parcelles concernées

Objet de la servitude	Nature de la servitude	Emprise de la servitude
	parcelles, - Des travaux éventuels de remise en état des voies d'accès, - Des travaux de remise en état des parcelles, - Des travaux éventuels d'entretien du couvert végétal, - Des travaux mis en œuvre pour pallier une contamination des eaux souterraines.	

#### Servitude n°2 : Servitude

Objet de la servitude	Nature de la servitude	Emprise de la servitude
Modification de la SUP	Dans le cas où une servitude d'utilité publique deviendrait sans objet, celle-ci pourra être supprimée à la demande du maire ou du propriétaire du terrain. Cette demande devra être accompagnée d'un rapport justifiant que cette servitude d'utilité publique est devenue sans objet.	Totalité des parcelles concernées.

#### Servitude n°3 : Accès aux piézomètres

Objet de la servitude	Nature de la servitude	Emprise de la servitude
Accès aux piézomètres	L'accès à l'ensemble des ouvrages du réseau de surveillance des eaux souterraines présents hors site, devra être assuré à tout moment, aux représentants de l'État et à la société SUEZ RV ILE DE FRANCE, ou toute personne mandatée par ceux-ci pour tout contrôle et visite nécessaire dans le cadre de l'obligation de remise en état de l'ancien exploitant. Ce réseau comprend à minima les 4 ouvrages, dénommés PZ1, PZ2, PZ3 et PZ4.	Totalité des parcelles concernées.

#### Servitude n°4 : État des piézomètres

Objet de la servitude	Nature de la servitude	Emprise de la servitude
Etat des piézomètres	Les ouvrages du réseau de surveillance en relation avec la nappe, mentionnés dans la prescription n°3, devront être conservés dans un état permettant leur pleine exploitation et cadénassés.	Totalité des parcelles concernées.

### **Article 3. Levée des servitudes et changement d'usage**

Les servitudes ainsi que tous les éléments qu'elles comportent ne pourront être levées que par la suite de la suppression des causes les ayant rendues nécessaires ou à l'issue d'études particulières permettant de démontrer la compatibilité de l'état du sol avec l'usage envisagé.



Conformément à l'article L. 556-1 du Code de l'environnement et sans préjudice des articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du même code, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel usage projeté.

Ces mesures de gestion de la pollution sont définies en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts, des inconvénients et avantages des mesures envisagées. Le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage fait attester de cette prise en compte par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent. Le cas échéant, cette attestation est jointe au dossier de demande de permis de construire ou d'aménager.

Le cas échéant, s'il demeure une pollution résiduelle sur le terrain concerné compatible avec les nouveaux usages, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage en informe le propriétaire et le représentant de l'Etat dans le département.

En cas de modification de la consistance du projet initial, le maître d'ouvrage à l'initiative de cette modification complète ou adapte, si nécessaire, les mesures de gestion définies au premier alinéa.

#### **Article 4. Obligation d'information aux propriétaires successifs et aux occupants**

Si les parcelles considérées font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage en les obligeant à les respecter. Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à énoncer au nouvel ayant droit les restrictions d'usage, en obligeant ledit ayant droit à les respecter en ses lieux et place.

#### **Article 5. Annexe des servitudes au plan local d'urbanisme**

En application de l'article L. 510-10 du Code de l'environnement, les servitudes d'utilité publique définies par le présent arrêté sont annexées au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Bailleau-Armenonville.

#### **Article 6. Délais et voies de recours**

##### **A – Recours contentieux**

La présente décision peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement, au Tribunal administratif situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télé recours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

## **B – Recours administratif**

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

- recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté - place de la République – 28019 CHARTRES Cedex,
- recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées - Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia - 92055 La Défense CEDEX.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 7 : Notifications et publicités**

L'acte instituant les servitudes sera notifié au maire de Bailleau-Armenonville, à l'exploitant et à chacun des propriétaires des terrains et des autres titulaires de droits réels ou de leurs ayants droit lorsqu'ils sont connus.

Cet acte fera l'objet, en vue de l'information des tiers :

- d'une publication au recueil des actes administratifs du département
- d'une publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'exploitant de l'installation classée.

## **Article 8 : Exécution**

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le

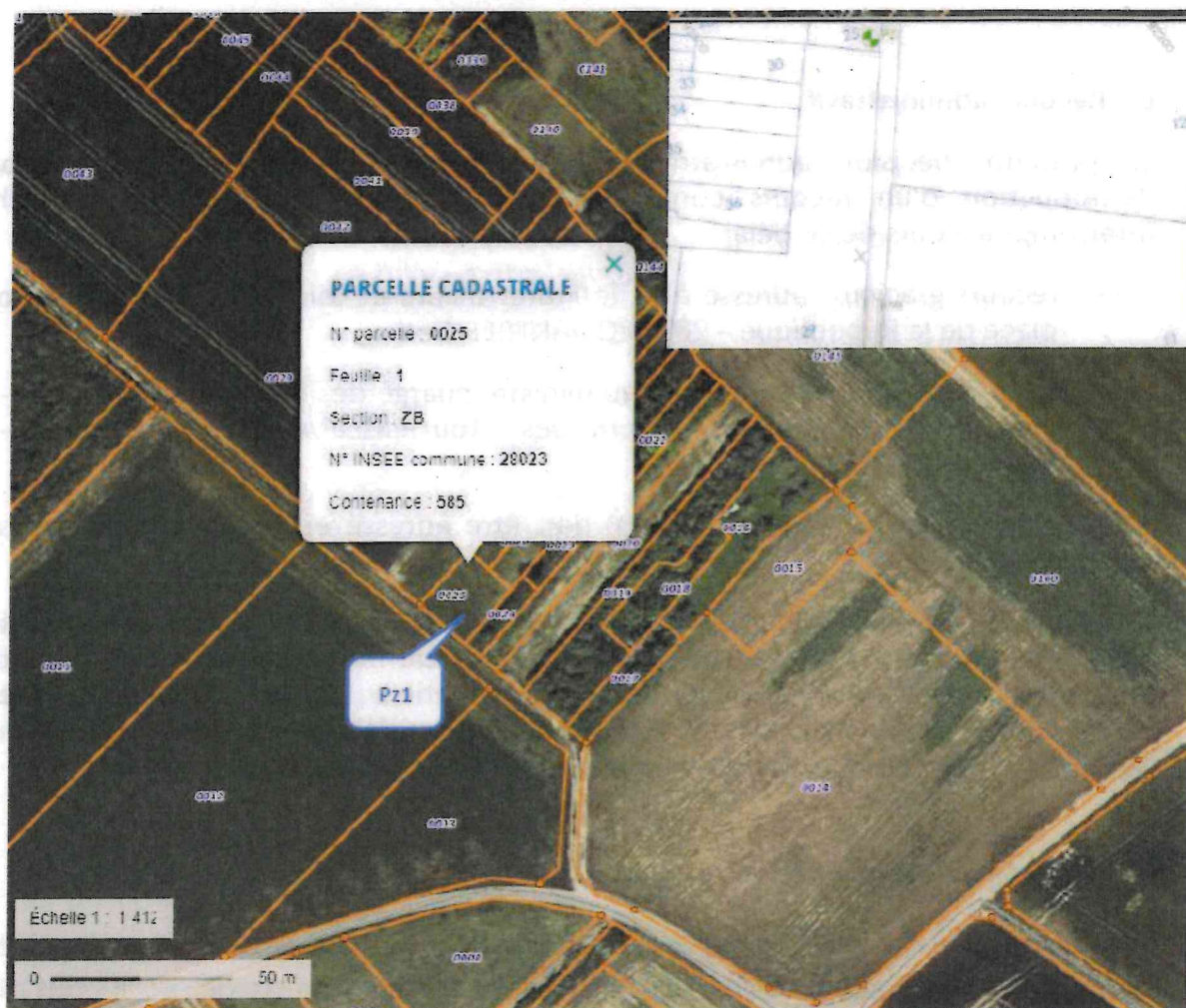
**19 JUIN 2025**

Le Préfet,  
Le Préfet  
Pour le Préfet,  
La Secrétaire Générale

  
Agnès BONJEAN

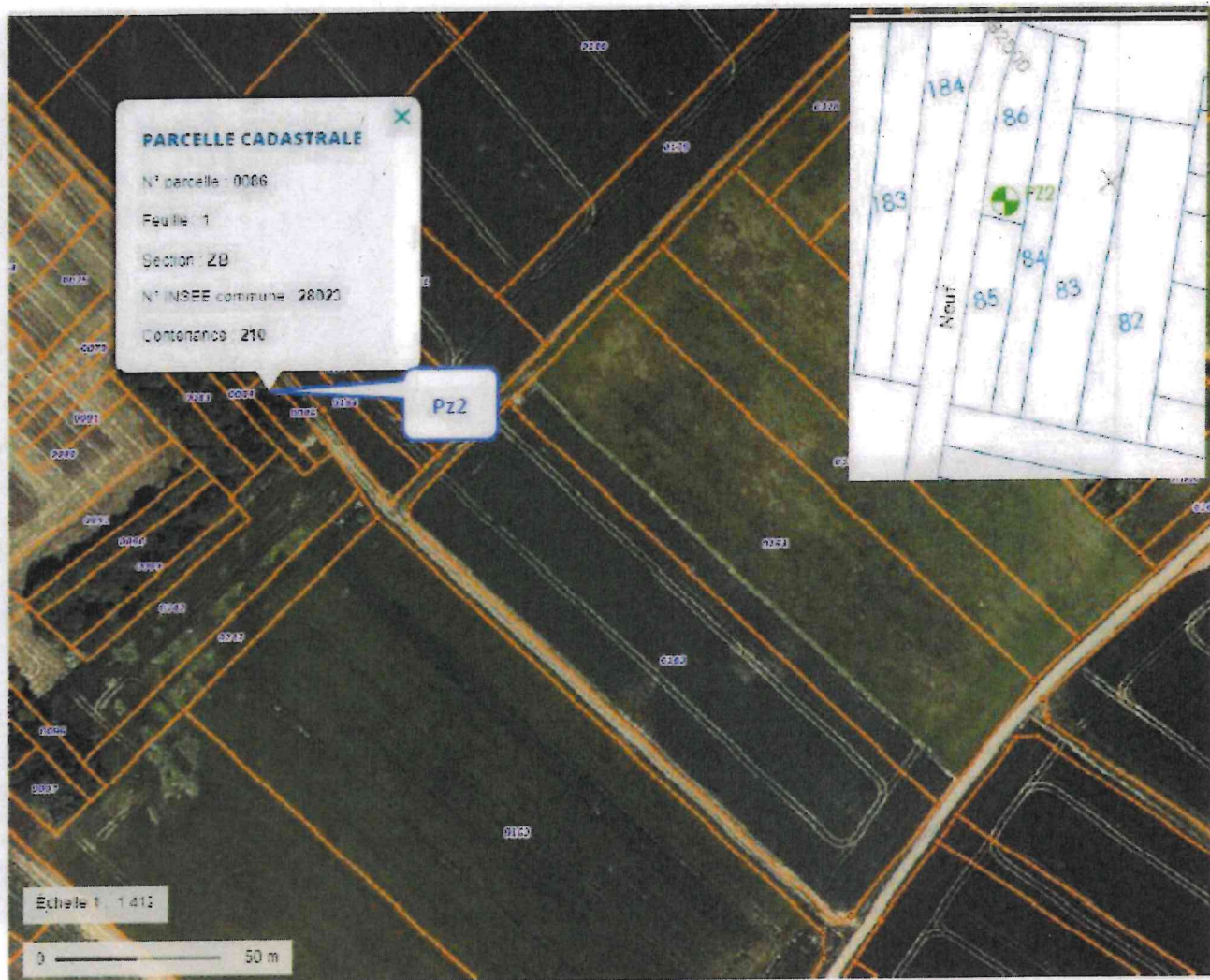


## Annexe 1 : Plans présentant les servitudes



Piézomètre Pz1 implanté sur la parcelle ZB25



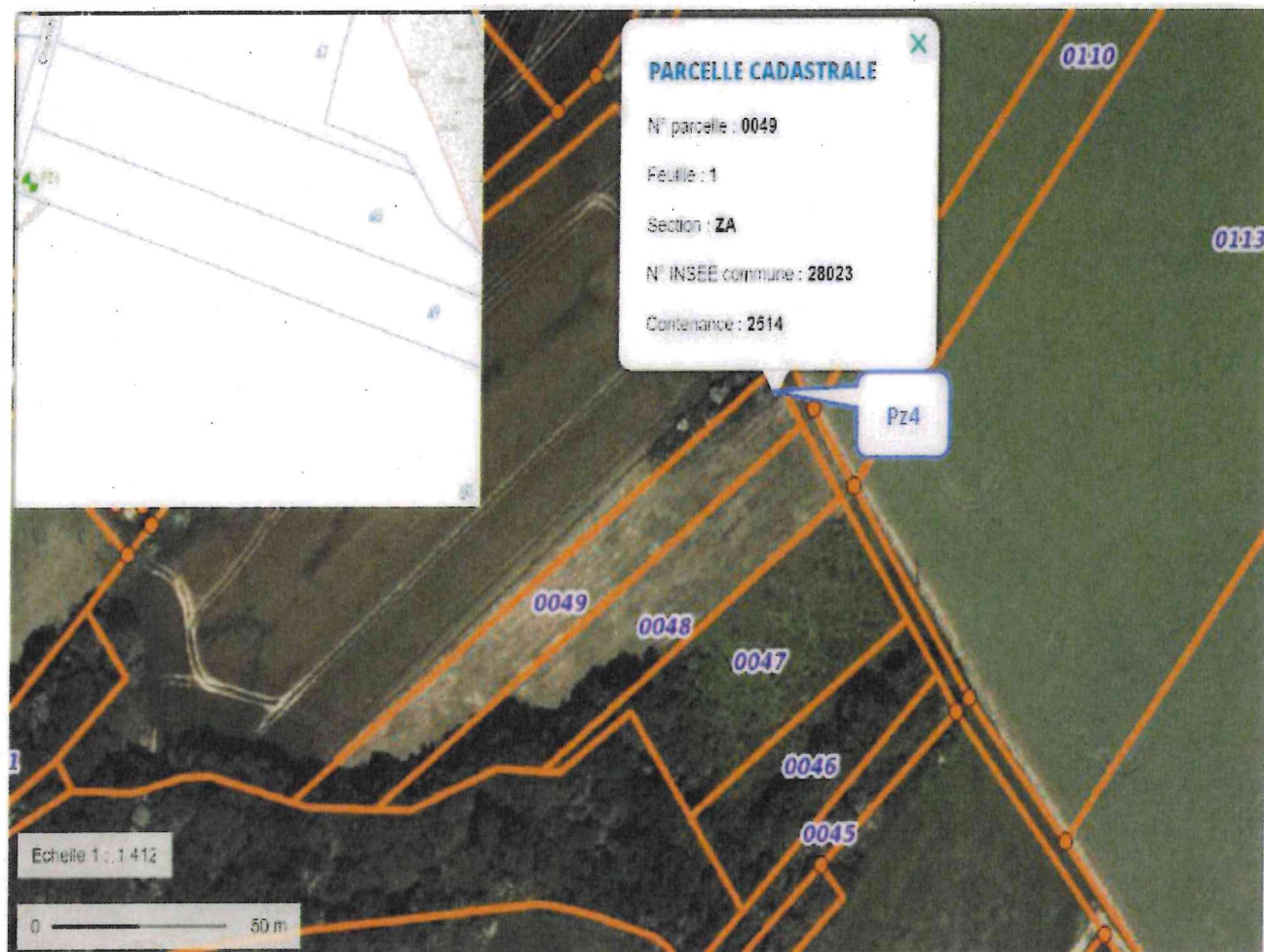


Piézomètre Pz2 implanté sur la parcelle ZB86



Piézomètre Pz3 implanté sur la parcelle ZA41





Piézomètre Pz4 implanté sur la parcelle ZA49

